

Archives Municipales de Rennes

Les maires de Rennes

Au XVe siècle, la ville de Rennes est administrée par un procureur des bourgeois, renouvelé tous les ans, qui prend le titre de procureur-syndic à partir de 1568. Le titre du maire apparaît à la fin du XVIIe siècle, avec la vénalité des charges.

1693	Pierre Gardin de la Gerberie
1695	Toussaint Rallier du Baty
1735	Guillaume-Alexis Bodin
1739	Antoine Le Roy du Tertre
1742 (septembre-avril)	Jacques-Jean Hévin
1742	Antoine Le Roy du Tertre
1743	Jean Baillon
1758	Jacques-Julien Hévin
1781	Yves de La Motte-Fablet
1788	Julien Tréhu de Monthierry
1790	Joseph de Talhouët-Boishorand
1792-1793	Louis du Plessis de Grénédan
1793 (20 août)	François Malézieux (intérim)
1793 (20 septembre)	Sébastien Elias
1794 (4 ventôse)	Jean Leperdit
1795 (brumaire an IV)	Philippe Jouin
1797 (vendémiaire an VI)	Parcheminier
1800 (prairial an XIII)	Louis Bonnal
1801 (pluviôse an IX)	Lorin
1808	Charles de La Boudonnaye de Blossac
1814 (9 septembre)	Charle-Marie Desnos de La Grée
1815 (22 avril-12 mai)	Guy Lorin
1815 (août)	de la Villebrune (intérim)
1815 (octobre)	Morel des Vallons (intérim)

1816	de la Marre
1821 (avril)	de Roquefeuil (intérim)
1821	<u>Louis de Lorgeril</u>
1830	<u>Philippe Jouin</u>
1836	Tétiot
1843	<u>Emmanuel Pongérad</u>
1853	<u>Frédéric de Moncuit</u>
1855	<u>Ange de Léon des Ormeaux</u>
1861	<u>Ange-Constant Robinot de Saint-Cyr</u>
1867	<u>Armand de La Guistière</u>
1870 (septembre)	<u>Théophile Bidard de La Noë</u>
1871 (janvier)	Edgard Le Bastard
1871 (mai)	Pierre Martin
1880	Edgard Le Bastard
1889 (septembre)	Pujet, président de la Délégation spéciale
1889 (novembre)	Aristide Bébin
1890 (septembre)	Edgard Le Bastard
1892 (juillet)	Vincent Morcel
1896 (mai)	<u>Auguste Poulin</u>
1897 (août)	Auguste Lajat
1900 (mai)	<u>Eugène Pinault</u>
1908 (mai)	<u>Jean Janvier</u>
1923	Alfred Daniel
1925	<u>Carle Bahon</u>
1929	Jean Lemaistre
1935	<u>François Château</u>
1944 (14 juin-juillet)	René Patay
1944 (août)-1953	<u>Yves Milon</u>
1953	<u>Henri Fréville</u>
1977 (20 mars)	Edmond Hervé

(document mis à jour le 26 juillet 2003)



Pierre Gardin de La Gerberie (1650-1701)

Né à Rennes et baptisé en Saint-Germain en 1650, Pierre Gardin, sieur de La Gerberie appartenait à une famille de financiers. Son père est un banquier, échevin de Rennes, receveur général des décimes de Bretagne et député aux Etats. Homme d'affaires, il place ses revenus dans des prises de participation dans le commerce maritime international. En 1675, il acquiert une charge de conseiller audiencier en la chancellerie de Bretagne, qu'il revendra en 1691 avant d'avoir exercé vingt ans et donc sans accéder à la noblesse. Louis XIV, toujours à cours d'argent à la fin de son règne, créé à Rennes en août 1692 un office héréditaire de maire-syndic, remplaçant le procureur-syndic de la communauté de ville, dont le dernier a été son cousin germain Charles Avril des Plantes. Pierre Gardin de La Gerberie achète cette charge en août 1693 et prête serment en novembre. Il pouvait porter la robe rouge, insigne de sa nouvelle fonction. Mais il semble qu'il n'ait voulu que faire un placement. En effet, il vend la charge dès juillet 1695 à Toussaint Rallier du Baty, pour la somme de 25 000 livres. Il est décédé à Rennes en juillet 1701.

[Retour à la liste](#)



Toussaint Rallier du Baty (1765-1735)

Né dans la paroisse Saint-Germain. En 1695, il achète le titre et l'office de maire de Rennes qu'il occupe jusqu'en 1717, date à laquelle un édit royal transforme cet office en celui de procureur-syndic, élu par les membres du corps de ville, en présence de l'intendant. Rallier du Baty es alors élu et sera ainsi réélu jusqu'en 1734. Il resta ainsi 39 ans à la tête de la communauté de ville, record inégalé à ce jour. L'incendie de Rennes, survenu en décembre 1720, est évidemment l'événement qui marqua cette période. Le maire eut à prendre des mesures pour reloger les sinistrés et, même si la reconstruction de la ville était du ressort de l'intendant, représentant du roi, il fit

assez entendre la voix du conseil de ville et ses désaccords avec Robelin pour que celui-ci soit remplacé par Gabriel. En 1721, le 23 mai, il fit prendre une délibération importante pour l'organisation des secours en cas d'incendie. C'est encore sous son mandat que les rues du centre reconstruit furent dénommées (rue de Toulouse, rue Royale, rue de Rohan, rue Duguesclin...). Il meurt en fonction le 25 mars 1734.

[Retour à la liste](#)

Jacques-Jean Hévin (1705-1758)

Fils aîné du célèbre juriconsulte Pierre Hévin, il naquit en Saint-Jean de Rennes en 1705. Il suivit comme son père la carrière du droit et fut reçu avocat au Parlement. En 1730, il racheta l'office de conseiller au Présidial de celui-ci. Il fut quelques mois maire de Rennes, de janvier à septembre 1742. Il mourut en la paroisse Saint-Jean en 1758, ayant eu un seul enfant, Jacques Julien, qui fut à son tour maire de Rennes.

Jacques-Julien Hévin (1728-1775)

Fils de Jacques Jean Hévin, qui fut maire de Rennes quelques mois, Jacques Julien Hévin, écuyer, seigneur de la Thébaudaye, est né en Saint-Jean de Rennes en 1728. Greffier en chef de la première chambre des enquêtes du Parlement de Bretagne en 1756, il acquiert de Jean Baillon en 1758 les deux charges de conseiller du roi, maire ancien mi-triennal et alternatif mi-triennal de la ville et communauté de Rennes. A ce titre, il est lui aussi député-né aux Etats de Bretagne et lieutenant-général de police de la ville de Rennes. Colonel général des milices bourgeoises de Bretagne, il succède à son père comme conseiller au Présidial à sa mort en 1758. Partisan de La Chalotais, il le soutient dans sa lutte contre le pouvoir central, ce qui lui vaut d'être interdit à deux reprises d'exercer ses fonctions de maire par le roi, avant de devoir les abandonner en 1766. Sa disgrâce cesse avec la fin de l'exil du Parlement et il est réintégré dans ses fonctions le 23 février 1775. Il meurt deux mois plus tard à Rennes, rue du Vau-Saint-Germain, sans avoir été anobli malgré les demandes réitérées des Etats de Bretagne. Il est inhumé dans le cimetière de Gévezé, paroisse dont il était l'un des seigneurs.

[Retour à la liste](#)



Yves de La Motte-Fablet (1745-1828)

Né en Saint-Germain de Rennes en 1745, Yves-Vincent Fablet de La Motte, dit de La Motte-Fablet, était le fils d'un avocat au Parlement, originaire de Ploërmel, et le neveu par alliance du célèbre jurisconsulte Augustin Poullain du Parc. Marié en 1773 à la fille d'un conseiller au présidial de Rennes, il exerça la même charge depuis 1770. L'intendant de Bretagne Caze de La Bove avait obtenu pour Rennes une

réorganisation de la municipalité, à la tête de laquelle était un « maire électif », nommé par le roi. La Motte-Fablet en est le premier titulaire en 1780. En sa qualité de maire, il était aussi lieutenant-général de police et colonel de la milice bourgeoise. Il est réélu de deux ans en deux ans, jusqu'en 1788. Son action se porte sur l'urbanisme. Il fait démolir la porte aux Foulons et son boulevard en 1783, là où se trouve la rue qui porte son nom. Il réorganise l'éclairage public et s'attache à l'assainissement de la cité. Député de Rennes aux Etats de la province, il préside l'ordre du Tiers et a le privilège d'être envoyé à deux reprises à la Cour. Il est nommé en 1787 membre de l'assemblée des notables, chargée de trouver des solutions aux problèmes financiers du royaume. Anobli par Louis XVI en 1788, sa modération le porte à soutenir la cause royale. Rallié au projet de soulèvement de La Rouërie, il est mis en garde à vue mais parvient à s'enfuir et à émigrer à Jersey, tandis que sa famille était jetée en prison. Enrôlé dans la compagnie bretonne du prince de Léon, il rentre à Rennes au début de la Restauration et obtient une pension. Chevalier de Saint-Michel et de la Légion d'honneur, il meurt à Rennes en 1828.

[Retour à la liste](#)



Julien Tréhu de Monthierry (1754-1846)

Fils d'un avocat au Parlement issu d'une ancienne famille bourgeoise de Saint-Germain-en-Coglès, Julien Tréhu de Monthierry est né à Fougères en 1754. Conseiller au présidial, il est élu maire de Rennes en 1788 et restera en poste jusqu'en 1790. Colonel de la garde nationale, il est nommé juge au tribunal du district de Rennes en 1791. Partisan de la confiscation des biens du clergé, il soutient Le Chapelier et est d'avis d'en appeler au peuple lors du procès de Louis XVI. Ardent fédéraliste, il s'oppose à la Convention et est destitué par Carrier. Il se

constitue prisonnier en septembre 1793 et ses biens sont mis sous séquestre. D'abord gardé à vue chez lui, il est incarcéré en décembre. Ayant reçu auparavant un coup d'épée, il est libéré à cause de sa santé délabrée. Il est commissaire-adjoint des guerres puis commissaire-ordonnateur sous l'Empire. Il est député de 1817 à 1822, où il vote avec la gauche contre les lois d'exception et le nouveau système électoral. Chevalier de la légion d'honneur, il est mort à Fougères en 1846.

[Retour à la liste](#)

Joseph de Talhouët (1742-1804)

Joseph de Talhouët, comte de Boisorhand, est né à Quelneuc (Morbihan) en 1742. Il est issu d'une famille d'ancienne extraction chevaleresque qui fournit plusieurs magistrats au Parlement de Bretagne. Lui-même est reçu conseiller en la Cour en 1770, puis président à mortier en 1776. Lors des événements de 1788, il défend avec ardeur les privilèges de la province et s'oppose aux édits du ministre Loménie de Brienne, ce qui lui vaut d'être frappé d'une lettre de cachet le 2 juin, alors même qu'il préside d'assemblée des magistrats. Il fait partie de la députation envoyée par le Parlement pour réclamer la libération des douze gentilshommes bretons arrêtés à Paris, mais est empêché, par ordre de Louis XVI lui-même, d'arriver au terme de son voyage. C'est paradoxalement son soutien aux idées nouvelles qui le fait désigner pour la présidence de la Chambre des vacations, en janvier 1790. Il est ensuite élu maire de Rennes. C'est à ce titre qu'il accueille en mars 1791 le nouvel évêque constitutionnel d'Ille-et-Vilaine, Claude Le Coz. Il cède la place, à la fin de 1792, à son ancien collègue au Parlement Louis du Plessis de Grénédan. Nommé au directoire du département, il démissionne lorsqu'il se rend compte qu'il ne pouvait plus arrêter la violence. Lui-même, après avoir vu ses châteaux et ses titres féodaux brûlés, est arrêté et incarcéré à la Prison de la Trinité à Rennes en mars 1794. Libéré quatre mois plus tard, il se retire de la vie publique et meurt à Rennes en 1804.

[Retour à la liste](#)



Louis du Plessis de Grénédan (1767-1842)

Né à Rennes en 1767, Louis du Plessis, comte de Grénédan, était issu d'une des plus anciennes familles de la noblesse bretonne, qui compta de nombreux magistrats au Parlement de Bretagne. Lui-même, après de brillantes études au collège de Pontlevoy, est reçu conseiller au Parlement en 1787. Esprit ouvert, il adhère aux idées nouvelles et s'oppose en 1788 à un arrêt de la Cour exigeant des preuves de noblesse pour les nouveaux magistrats. En 1789, il prend ouvertement le parti du Tiers, ce qui lui vaut d'être honoré sur la place publique d'une couronne civique. En même temps il prend la défense du comte de Langeron, commandant en second de la province, menacé par des émeutiers. Il est élu par ses concitoyens maire de Rennes le 10 décembre 1792, à la suite de Talhouët, son ancien collègue au Parlement. Il n'a de cesse, dès lors, de lutter contre la violence, de protéger les prisonniers et les proscrits, comme Lanjuinais, et de résister aux sociétés populaires. Menacé d'arrestation par Carrier, qui met sa tête à prix, il est destitué en août 1793 et doit se cacher pour avoir la vie sauve. Il peut reparaitre en décembre 1794, et lutter pour retrouver ses biens confisqués. Lorsque les conseils généraux sont créés en 1800, il est nommé à celui d'Ille-et-Vilaine. En 1811 il devient conseiller à la Cour impériale de Rennes, mais démissionne lors des Cent jours. Il retrouve son poste en 1815 et est nommé président à la Cour royale en 1823. Elu député en 1815, ses opinions avaient évolué vers l'ultra-royalisme. Il se rend impopulaire par ses propositions de loi en faveur de l'ordre moral. Il est cependant constamment réélu député jusqu'en 1830, date à laquelle il démissionne pour n'avoir pas à prêter serment à Louis-Philippe. Il se retire alors dans la vie privée et publie en 1840 un ouvrage contre les idées de Lamennais. Il est mort à Rennes en 1842.

[Retour à la liste](#)



Jean Leperdit (1752-1823)

Jean Leperdit fut maire de Rennes de février 1794 à octobre 1795, mais il occupe une grande place dans la mémoire collective rennaise.

Né à Noyal-Pontivy (Morbihan) en 1752, il s'installe à Rennes dans les années 1780 comme revendeur, puis comme maître-tailleur à l'angle de la place Sainte-Anne et de la rue d'Echange.

En 1792, il est l'un des 32 notables élus pour gérer la commune à côté des officiers municipaux et à partir de 1793, il est aussi membre du comité de surveillance, chargé de dresser la liste des suspects et de délivrer les mandats d'arrêt.

La municipalité de Duplessix est girondine et le représentant en mission Carrier vient en septembre 93 la régénérer : parmi les personnalités qu'il retient figure Leperdit. Celui-ci est resté célèbre pour s'être opposé à Carrier en déchirant notamment une liste de condamnés à la guillotine. Même si cet épisode est peu vraisemblable, il est certain que nommé maire quelques mois plus tard (en février 94), Leperdit a eu un rôle modérateur. Révolutionnaire convaincu, il oblige les religieuses à prêter serment sous peine d'incarcération et refuse des certificats de civisme à certains fédérés. Mais il se soucie du sort des prisonniers et s'emploie à adoucir les effets de la Terreur à Rennes. Après Thermidor, Boursault, venu organiser l'après-Terreur, le conforte dans son fauteuil de maire, sous les applaudissements des Rennais assemblés.

Leperdit poursuit donc sa gestion, dans un paysage politique apaisé. Il laisse son fauteuil de maire en octobre 1795, mais siège jusqu'à sa mort dans presque tous les conseils municipaux, sous les divers régimes qui se succéderont.

Il meurt en 1823, refusant les sacrements de l'Eglise. Sa légende ne va pas tarder à naître. Pendant tout le XIXe siècle, il incarnera la République juste et modérée. Sa statue s'élève, après bien des péripéties, place du Champ-Jacquet.

[Retour à la liste](#)

Charles de La Bourdonnaye de Blossac (1752-1829)

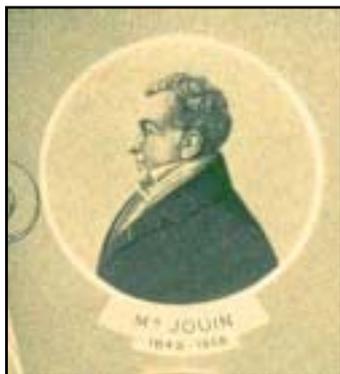
Né à Paris en 1752, Charles, marquis de La Bourdonnaye, comte de Blossac, est le fils de Paul de La Bourdonnaye de Blossac, conseiller au Parlement de Paris, maître des requêtes, intendant de Poitiers de 1751 à 1784, qui avait la réputation d'être un des plus habiles administrateurs de son temps. Volontaire puis sous-lieutenant dans les Carabiniers en 1771, Charles de La Bourdonnaye de Blossac est capitaine en 1774 dans le régiment Royal Cavalerie. Il passe dans une compagnie de gendarmes de la Maison du roi en 1779. Colonel au régiment de Forez en 1788, il se retire avec le grade de maréchal de camp en mars 1791. Il émigre et fait campagne à l'armée des Princes et à l'armée anglaise en Hollande, de 1792 à 1794. A son retour en France, il récupère une grande partie de ses biens, que sa femme avait pu racheter. Nommé maire de Rennes le 18 mars 1808, il vient saluer Napoléon 1er à Nantes la même année. Celui-ci le décore du titre de baron de l'Empire par lettres patentes du 30 octobre 1810. Durant son mandat, il doit faire face à la sévère récession économique que connaît la ville depuis 1789. Les chantiers publics sont rares et les crises de subsistance endémiques. Il y répond par des emprunts, l'ouverture d'ateliers de charité et la distribution de soupes économiques. En 1813 la ville secourt 3000 indigents sur 29 300 habitants. Il est remplacé à la mairie en septembre 1814 par Desnos de La Grée. Il avait épousé en 1781, avec l'agrément du roi et de la famille royale, Louise de Chauvelin, dame d'honneur de Madame Elisabeth. Chevalier de Malte, de Saint-Louis et de la Légion d'honneur, il meurt à Rennes, en son hôtel de Blossac, rue du Chapitre, en 1829.

[Retour à la liste](#)

Louis de Lorgeril (1778-1843)

Fils d'un capitaine des vaisseaux du roi, issu d'une des plus anciennes familles de Bretagne, Louis, comte de Lorgeril est né au château de la Motte-Beaumanoir en Pleugueneuc en 1778. Il doit interrompre ses études pour partir en émigration en Angleterre en 1791. Il revient en France, malgré les risques, dès 1793, afin de préserver son patrimoine. Il demeure à Rennes, en résidence surveillée, puis voyage en Italie et en Suisse. Marié en février 1805 à Julie de La Forest d'Armaillé, il s'établit sur ses terres de la Motte-Beaumanoir, dont il entreprend la mise en valeur. Il tente de nouveaux assolements et de nouvelles cultures. Il expérimente des engrais, achète du matériel et invente un semoir qui porte son nom. Il fait accepter la pomme de terre et les fourrages artificiels et perfectionne la fabrication du cidre. Il devient en 1808 maire de Plesder et crée en 1815 le premier comice agricole, dont le succès gagnera toute la Bretagne. Nommé maire de Rennes en septembre 1821, il fait face avec énergie à la misère due au chômage. Malgré les ressources modestes de la Ville, il ouvre des rues, remplace les pavés de grès par du granit, agrandit le Thabor, améliore l'éclairage public, construit l'escalier de la Motte, la fontaine du Champ-Jacquet et la chapelle de l'entrée du cimetière du Nord. On lui doit aussi les halles au blé et aux toiles, la maison centrale de détention, la poursuite des travaux de la cathédrale et de nombreux travaux dans les hôpitaux. Soucieux du bien-être des ouvriers, il obtient la création d'une caisse d'épargne en janvier 1830. C'est lui qui représente Rennes au sacre de Charles X à Reims le 29 mai 1825. Conseiller général de 1811 à 1831, il est élu député d'Ille-et-Vilaine en 1828, il refuse de prêter serment à Louis-Philippe et démissionne de la députation et de la mairie en 1830. Officier de la Légion d'honneur, décoré du Lys, il meurt subitement à Orléans en 1842 et est inhumé à Plesder. La Société des agriculteurs de Bretagne a fait élever en 1852 un obélisque de granit à sa mémoire, en bordure du parc de la Motte-Beaumanoir.

[Retour à la liste](#)



Philippe Joüin fils (1775-1867)

Joseph Jean Philippe Joüin, né à Rennes en 1775, est le fils de Philippe Joüin, négociant et banquier, originaire du diocèse de Bayeux, qui fut président de l'administration municipale de Rennes en 1794-1795. Il continue les affaires de son père et devient l'un des plus riches citoyens de la ville, second électeur censitaire par sa fortune en 1840. Philippe Joüin fils entre au conseil municipal en 1830 et y siège jusqu'à sa mort, survenue à Rennes en 1867, à plus de 90 ans. Il défend les intérêts de la Ville dans sa revendication de l'aile gauche de l'hôtel de ville en 1834. Il est nommé maire provisoire par le nouveau préfet le 19 août 1830, puis confirmé peu après dans ce mandat. Il démissionne le 28 juillet 1837. Il publie en 1832 les règlements de l'octroi, de la voirie et des bâtiments, et lance la même année un emprunt pour l'érection d'une « salle de spectacle », c'est à dire du théâtre, qui sera construit avec l'aide de l'Etat, face à l'hôtel de ville. La municipalité de Joüin, désirant garder l'école et le régiment d'artillerie, décide de participer largement à la construction d'un nouveau casernement, sur l'emplacement de la maison centrale de détention. Lors de la terrible épidémie de choléra de 1832, l'administration municipale se dépense sans compter, lançant une souscription en faveur des malades. En 1835, il fait reconstruire le pont de Berlin, qui s'écroulera en 1837, entraînant un procès avec l'entrepreneur Louise. Philippe Joüin avait été nommé conseiller général en 1831, puis élu au canton de Rennes Nord-Ouest le 8 décembre 1833. Il siège au conseil général jusqu'à la révolution de 1848. Vice-président de la caisse d'épargne de Rennes de 1849 à 1858, il était chevalier de la Légion d'honneur.

[Retour à la liste](#)



Emmanuel Pongérard (1794-1876)

Né à Rennes en 1794, il était le fils d'un « maître de latin ». Après des études en médecine qu'il ne semble pas avoir terminées, il devient négociant en vins. Il siège comme juge au tribunal de commerce de 1829 à 1837 et préside la Chambre consultative des arts et manufactures. Adjoint au maire de Rennes de 1837 à 1843, il devient maire à cette date. Il est fort estimé pour sa « probité commerciale » et son « caractère conciliant ». Il fait face avec courage et générosité à une disette qui provoque une émeute ouvrière en janvier 1847. On lui doit la construction d'une halle aux poissons et aux légumes, la poursuite de la canalisation de la Vilaine, et l'ouverture du concours pour la construction de l'hôtel-Dieu. Le Palais universitaire est édifié à partir de 1849. Lors de la querelle à propos du futur emplacement de la gare de Rennes, il se positionne résolument pour le Mail-Donges, au nord de la Vilaine, emplacement qui ne sera finalement pas retenu. Conseiller général de Rennes Nord-Est de 1845 à 1852, il est élu à quatre reprises président du Conseil général de 1848 à 1852. Chevalier de la Légion d'honneur en 1846, il échoue aux élections législatives de la même année, mais est élu député le 13 mai 1849. Il vote alors avec la droite monarchiste. Il adhère au Coup d'Etat du 2 décembre et est nommé à la Commission consultative. Candidat du gouvernement, il est à nouveau élu député le 29 février 1852 et s'associe au rétablissement de l'Empire. Impopulaire à Rennes, il démissionne l'année suivante de ses mandats de député et de maire. Il est alors nommé receveur général des finances. Il est en poste successivement en Aveyron, dans les Vosges, puis la Charente-Inférieure. Il prend sa retraite en 1865. Il siège à nouveau au Conseil général d'Ille-et-Vilaine de 1867 à 1871. Il se retire ensuite de la vie publique et meurt à Rennes, 6 rue de Corbin, en 1876.

[Retour à la liste](#)



Frédéric de Moncuit (1799-1884)

Né à Rennes en 1799, Frédéric de Moncuit de Boiscuillé était le fils d'un baron de l'Empire qui avait été député par la Ville de Rennes au baptême du roi de Rome. Fervent bonapartiste, il est arrêté à Rennes en 1816 pour avoir crié « *Vive l'Empereur* », ce qui ne l'empêche pas de devenir lieutenant de hussards de la Garde du roi en 1820. Grand propriétaire, il dispose d'un revenu de 48 000 francs. Profondément catholique, un de ses fils s'engagera dans les Zouaves pontificaux et sera blessé pour défendre la cause de Pie IX. Frédéric de Moncuit se lance

dans la politique locale et entre au Conseil municipal de Rennes. Jugé « *dévoué à l'Empereur et contribuant à la désunion des légitimistes* », il est choisi par le préfet pour succéder à Pongérard, démissionnaire, en avril 1853. Sous son mandat sont construits un abattoir municipal à Gaillon et une halle à la viande, place Sainte-Anne, à l'architecture métallique novatrice. Il est élu conseiller général de Rennes Nord-Ouest le 24 juillet de la même année. Mais son tempérament autoritaire entraîne un conflit avec son conseil municipal. Il est difficilement réélu à la mairie aux élections d'août 1855 et démissionne peu de temps après. Il est remplacé par le conseiller municipal Ange de Léon. En 1861, il quitte le Conseil général et se retire dans la vie privée. Chevalier de la Légion d'honneur, il meurt à Saint-Malo en 1884.

[Retour à la liste](#)



Ange de Léon des Ormeaux (1807-1873)

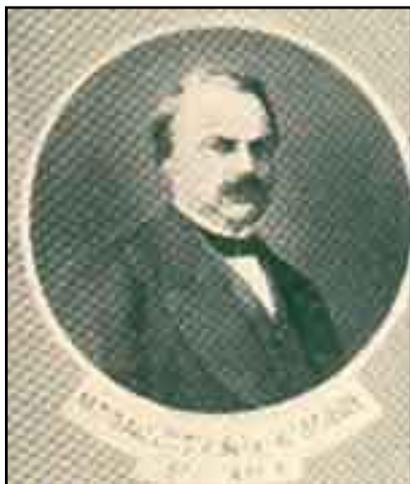
Né en 1807, Ange de Léon des Ormeaux était issu d'une famille noble originaire de Moncontour. Important propriétaire, jouissant de 16 000 francs de revenu, il entre au Conseil municipal de Rennes. Rapidement, il se fait apprécier par sa vive intelligence et son urbanité. Il s'impose par son sens de l'administration et rédige plusieurs mémoires sur la Ville de Rennes. Légitimiste, il adhère pourtant sans hésitation au coup d'Etat du 2 décembre. Jouissant de l'estime des libéraux, il est nommé maire de Rennes en 1855, à la suite de Moncuit, démissionnaire. C'est un élu très actif. Passionné d'urbanisme, c'est lui qui recrute en 1858 Jean-Baptiste Martenot, comme architecte de la Ville. On lui doit la création de l'avenue de la Gare, des boulevards Napoléon III, de l'Impératrice et du Prince impérial. Il élargit l'avenue du cimetière du Nord et étudie l'aménagement du Champ de Mars. Il publie en 1858 un *Rapport historique sur les hôpitaux civils de Rennes*. Son mandat est marqué par les fêtes de l'inauguration de la gare du 26 au 28 avril 1857, puis par l'accueil de l'Empereur et de l'Impératrice, qui s'arrêtent à Rennes le 19 août 1858 lors de leur voyage dans les départements de l'Ouest. Mais la préfecture le soupçonne toujours de légitimisme et voit d'un mauvais œil ses bonnes relations avec l'archevêque Brossay Saint-Marc, hostile à la politique italienne de Napoléon III. Il est révoqué en avril 1861, sous prétexte de mésentente avec le préfet, et est remplacé par Robinot de Saint-Cyr. Chevalier de la Légion d'honneur, officier d'Académie, il est mort à Rennes en 1873.

[Retour à la liste](#)

Amand Robinot de Saint-Cyr (1790-1867)

Né à Dinan en 1790, Amand Robinot de Saint-Cyr est issu d'une ancienne famille bourgeoise originaire d'Erquy et de Corseul. Il fait des études de droit et est avocat-avoué près le tribunal de Dinan, de 1818 à 1830. Après la révolution de juillet, il est nommé conseiller à la Cour royale de Rennes, où il préside les assises à de nombreuses reprises. Conseiller général de Pleine-Fougères en 1844, il est aisément réélu à plusieurs reprises. Il est aussi président de l'assemblée des digues et marais de Dol et membre des conseils académique et départemental de l'Instruction publique. Il devient président de chambre en 1858 et prend sa retraite en 1860. Conseiller municipal de Rennes depuis 1849, il doit à ses opinions bonapartistes d'être nommé en 1861 maire de Rennes. Il a 71 ans mais est encore très actif. Esprit conciliant, il s'attache à améliorer le fonctionnement de l'administration municipale. Il achève la construction du lycée, agrandit le jardin du Thabor, étend le Champ de Mars, améliore la voirie et se préoccupe de l'approvisionnement en eau de la Ville. Officier de la Légion d'honneur et de l'Instruction publique, il meurt en poste à Rennes en 1867. La Ville lui fait alors des obsèques solennelles.

[Retour à la liste](#)



Armand de La Guistière (1825-1893)

Armand Gaultier de La Guistière est né à Rennes en 1825. Il est le fils d'un député de Rennes au Corps législatif, issu d'une ancienne famille originaire de l'évêché de Nantes. Docteur en droit en 1849, avocat, il devient adjoint au maire de Rennes en 1855. Il est un des organisateurs des fêtes données du 26 au 28 avril 1857 pour l'inauguration de la gare de Rennes. Il s'intéresse à la question des propriétés municipales et publie la même année des mémoires sur les fossés de Rennes et le Champ de Mars. En 1858, il est nommé conseiller de préfecture. En 1863, il est le candidat du gouvernement aux élections législatives et est élu député de Redon-Montfort. L'année suivante, il est conseiller général. Il préside l'assemblée départementale de 1868 à 1871. A la mort en charge de Robinot de Saint-Cyr en 1867, il est nommé maire de Rennes par décret impérial. Son action se porte principalement sur les travaux de voirie. Martenot, architecte de la Ville, commence à édifier en 1868 les pavillons des Lices. A la chute de l'Empire, il est remplacé à la mairie par Bidard de La Noé. A nouveau candidat du gouvernement aux élections de 1877, il échoue et rentre alors dans la vie privée, ne conservant plus que la vice-présidence du conseil d'administration de la Caisse d'épargne. Chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Instruction publique, il meurt subitement à Rennes en 1893.

[Retour à la liste](#)

Théophile Bidard de La Noë(1804-1877)

Théophile Bidard de La Noë est né à Rennes en 1804. Il est issu d'une ancienne famille de juristes. Son père, inspecteur des domaines du roi, fut député du Tiers-Etat de Rennes en 1788. Docteur en droit, avocat à la Cour d'appel, il est substitut du procureur du roi à Rennes en 1830, puis substitut du procureur général près la Cour d'appel en 1831. Il entre comme professeur à la Faculté de droit l'année suivante. Il en devient le doyen de 1860 à 1867, date de sa retraite. Parallèlement à sa carrière juridique, il se lance dans la politique, où il soutient la cause catholique et royaliste. Il est élu député en 1848, mais démissionne l'année suivante. Conseiller municipal de Rennes en 1865, il occupe le fauteuil de Rennes en octobre 1870, mais, hostile à la politique de Gambetta, il démissionne en janvier 1871. Il est élu à nouveau député d'Ille-et-Vilaine en février 1871, siège au centre droit, mais ne se représente pas aux élections de 1876. Chevalier de la Légion d'honneur, il meurt à Rennes en 1877.

[Retour à la liste](#)



Auguste Poulin (1829-1921)

Né à Perpignan. Après des études de droit, il débute une carrière administrative en entrant en 1852 aux Ponts-et-Chaussées. L'année suivante, il passe au ministère de l'Intérieur. Nommé sous-préfet en 1863, il est successivement en poste à Barcelonnette, Vitry-le-François, Avallon, Châteaulin, Pontivy, Coutances. Il est promu préfet et envoyé dans les Basses-Alpes en 1876 puis dans la Manche l'année suivante. Il devient trésorier-payeur général d'Ille-et-Vilaine le 22 janvier 1880. Il prend sa retraite à Rennes en 1890 et se lance alors dans la politique. Elu conseiller municipal en 1892, il se représente en 1896 sous l'étiquette de radical modéré et s'assied

dans le fauteuil de maire de Rennes le 18 mai. Il accueillera dans sa ville le président de la République, Edgard Faure, qui le décorera de la cravate de commandeur de la Légion d'honneur. Mais sa candidature aux sénatoriales ayant été écartée, il démissionne et est remplacé le 2 août 1897 par son ancien adjoint Auguste Lajat. Le bilan de son court mandat et de celui de son prédécesseur n'étaient pourtant pas négligeables : construction de lignes de tramway, d'écoles, de ponts, alimentation en eau de deux quartiers, agrandissement des locaux universitaires.

[Retour à la liste](#)



Eugène Pinault (1834-1913)

Maire de 1900 à 1908. D'une famille de tanneurs, il fit une belle carrière politique : conseiller général, il fut député de 1876 à 1889, puis sénateur de 1901 jusqu'à sa mort en 1913. Républicain libéral, il sera un temps dreyfusard, mais changera de camp au moment du procès, au gré de ses alliances politiques. Son expérience comme conseiller général et conseiller municipal fit de lui un maire bon administrateur. Il remit de l'ordre dans les finances de la ville, entreprit la construction de l'école de médecine, géra au mieux la crise de la Séparation de l'Eglise et de l'Etat et les inventaires.

[Retour à la liste](#)



Jean Janvier (1859-1923)

Maire de Rennes de 1908 à 1923. Fils d'un ouvrier de Saint-Georges-de-Reintembault, compagnon du Devoir, il était devenu grâce à son travail et à son énergie un gros entrepreneur. Il fut un maire populaire, ambitieux et énergique, soucieux d'améliorer les conditions de vie de ses concitoyens. Ses réalisations furent nombreuses : réorganisation de l'administration municipale et réaménagement de l'hôtel de ville, politique de construction d'écoles (Quineleu, Liberté...), d'infrastructures

diverses (piscine Saint-Georges, halles centrales...), le tout en collaboration avec l'architecte Le Ray. Pendant la guerre de 1914-1918, il organisa avec efficacité et dévouement les secours de guerre. Quand il meurt brusquement en 1923, il laisse derrière lui une œuvre importante qui permettra à Rennes de s'imposer comme capital économique et intellectuelle de la Bretagne.

[Retour à la liste](#)

Carle Bahon (1873-1944)

Né à Laval, il était issu d'une famille de fonctionnaires des finances. Agrégé d'allemand, il enseigna à Toulouse, puis à la faculté des lettres de Nancy. C'est là qu'il adhéra à la SFIO. Nommé à Rennes en remplacement de Victor Basch, il fut élu conseiller municipal sur la liste Janvier en 1908. Réélu en 1912, 1919 et 1924, il devint en 1925 le premier maire socialiste de Rennes. Son mandat fut marqué surtout par des réalisations scolaires et sociales.

[Retour à la liste](#)



François Château (1886-1965)

Né d'un père paveur, fit le tour de France des Compagnons avant de se mettre à son compte comme entrepreneur de bâtiment en 1909. Elu maire en 1935, il avait un programme ambitieux : il voulait réveiller Rennes de la léthargie où elle s'était installée entre les deux guerres. Ses projets nombreux (construction d'une usine d'épuration, de nouvelles écoles, modernisation du théâtre, création de jardins publics) furent abandonnés avec la guerre : il dut en fait organiser la pénurie, faire face à une économie de guerre et affronter l'ennemi. Maintenu dans son fauteuil de maire par Vichy, il sut toujours opposer aux exigences allemandes l'intérêt de sa ville et la défense des individus. Suspendu pour un mois en 1943 à la demande des autorités allemandes, il dû finalement s'enfuir début juin 1944 pour ne pas être arrêté par la Gestapo, et remplacé jusqu'à la Libération par le docteur Patay. Il échoua aux élections municipales de 1945. Elu en 1953 avec une large majorité, il vit lui échapper le siège de maire à la suite d'un jeu d'alliance politiques. Il mourut en février 1965.

[Retour à la liste](#)



Yves Milon (1896-1987)

Il s'engagea dans l'infanterie en 1915, à l'âge de 18 ans. Il reçut la Croix de guerre à Verdun et fut blessé en 1918 par un obus à gaz. De retour à Rennes, il poursuivit des études de géologie ; nommé professeur en 1930, il créa l'Institut de Géologie, rue du Thabor. Affecté en 1940 dans le service de géologie des armées, il créa dès la défaite un réseau de résistance très actif : sous couvert de prospection, il pouvait circuler dans toute la Bretagne et porter les renseignements aux membres du réseau. Son fils mourut lors d'une traversée de la Manche. A la

Libération, il est le chef de la Délégation spéciale mise en place à Rennes par le commissaire de la République. Cette nomination sera confirmée par une élection en 1945, puis en 1947. Jusqu'au 1953, il mettra sur pied une politique de réflexion sur l'avenir de la culture et de l'enseignement à Rennes. Ne se représentant pas en 1953, il se consacra alors à la géologie, en grand savant qu'il était aussi.

[Retour à la liste](#)



Henri Fréville (1905-1987)

Né à Norrent-Fontesl (Pas-de-Calais), de parents instituteurs. Agrégé d'histoire, il arrive au lycée de Rennes en 1932. Prisonnier en Allemagne, il rentre à Rennes en 1943 et entre dans la Résistance. A la Libération, il est nommé directeur régional de l'information. Enseignant à l'université dès 1949, il obtient la chaire d'histoire économique et institutionnelle après avoir soutenu en 1952 une grande thèse sur *L'intendance de Bretagne 1689-1790*. Elu maire en 1953, il le restera jusqu'en 1977. Ses mandats municipaux ont coïncidé avec une période de croissance démographique sans

précédent pour Rennes. Il a su accompagner cette expansion en planifiant l'urbanisme (rénovation de la rue de Brest, aménagement du ZUP, création de réserves foncières...), en favorisant le développement économique (installation de l'usine Citroën à la Janais) et l'essor de l'enseignement supérieur et en ouvrant la ville sur l'extérieur par une politique dynamique de jumelages. Il fut aussi président du conseil général et sénateur d'Ille-et-Vilaine.

[Retour à la liste](#)